Le YÖK et la démobilisation collective du milieu universitaire en Turquie (1982-1987) : les mécanismes de la répression

YÖK and the collective demobilization of Turkish academia (1982-1987): about repression mechanisms

Murat Yılmaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4800>

DOI : 10.4000/ejts.4800

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Murat Yılmaz, « Le YÖK et la démobilisation collective du milieu universitaire en Turquie (1982-1987) : les mécanismes de la répression », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 01 avril 2014, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4800> ; DOI : 10.4000/ejts.4800

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Le YÖK et la démobilisation collective du milieu universitaire en Turquie (1982-1987) : les mécanismes de la répression

YÖK and the collective demobilization of Turkish academia (1982-1987): about repression mechanisms

Murat Yılmaz

Introduction

- 1 Dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, la plupart des recherches se sont focalisées sur l'étude des phénomènes de l'engagement, du recrutement et de la mobilisation collective. Selon Olivier Fillieule, c'est à partir du début des années 1990 que l'on constate un changement de cap de la recherche qui commence aussi à s'intéresser au désengagement individuel et à la démobilisation collective (Fillieule 2005). Cependant, malgré cette réorientation de la recherche, les travaux consacrés à la mobilisation collective et à l'engagement individuel restent quantitativement plus importants.
- 2 La notion de démobilisation renvoie à une pluralité de phénomènes allant du désengagement individuel à la démobilisation politique d'une société entière. Parmi les différentes causes expliquant la démobilisation, la répression (les politiques coercitives, la violence d'État, etc.) a fait l'objet de vastes recherches donnant naissance à une littérature abondante (Tilly 1978 ; Della Porta 1995 ; Mc Adam 1999).
- 3 Un tableau général se dégage de cette littérature. En effet, les travaux s'intéressant à l'étude du couple « répression-démobilisation » dans une relation de causalité, distinguent deux types d'effet de la répression sur la protestation. Selon la perspective de la mobilisation des ressources, la répression est avant tout dissuasive du fait que le

coût de la participation militante est évalué comme étant très élevé, tandis que pour les approches s'inspirant de la théorie de la frustration, elle a tendance à radicaliser les contestataires. Afin de sortir de cette vision causaliste, un peu simpliste et dualiste, Karl-Dieter Opp et Wolfgang Roehl nous invitent à poser le problème autrement, de façon à distinguer les effets différenciés de la répression selon les conditions et le contexte (Opp et Roehl 1990).

- 4 Les études plus récentes (Davenport, Johnston et Mueller 2004 ; Brockett 2006 ; Fillieule et Della Porta 2006 ; Tilly et Tarrow 2007), insistent sur la multiplicité et la variabilité des facteurs intervenant dans l'analyse de la relation répression-mobilisation. De ce fait, il est devenu plus raisonnable de considérer chaque cas comme un cas singulier au lieu de vouloir établir un modèle explicatif général.
- 5 Afin d'apporter notre contribution à la réflexion sur les effets de la répression, notre article se propose d'étudier, dans une approche interactionniste (Fillieule 2010), l'impact de la répression sur la démobilisation du milieu universitaire dans le contexte dictatorial et sécuritaire de la Turquie des années 1980. Pour cela, après avoir exposé le contexte historique dans lequel les universités turques sont devenues un site de politisation, de contestation et de mobilisation, nous allons identifier les mécanismes répressifs instaurés par les agents répressifs, à savoir le Conseil de l'Enseignement Supérieur (YÖK-Yüksek Öğretim Kurulu), pour les mettre ensuite en relation avec le répertoire d'action des étudiants contestataires. Il est utile de préciser que notre analyse porte uniquement sur les effets à court terme de la répression sur le milieu universitaire.
- 6 Du point de vue méthodologique, nous avons opté pour une approche qualitative basée sur sept entretiens (quatre anciens étudiants et trois professeurs). Tous les ex-étudiants interviewés ont comme point commun d'avoir été engagés à gauche. Parmi les professeurs, nous en avons un avec une sensibilité de gauche (Mete Tuncay), un autre se situant au centre-gauche (Burhan Senatalar) et un troisième plutôt peu engagé (Zafer Toprak). Nous avons fait le choix de n'interviewer que des individus engagés à gauche parce que les mouvements contestataires de gauche et d'extrême gauche ont joué un rôle central et principal dans les mobilisations sociales au sein des universités turques dans les années 1960-1970. C'est pourquoi, la répression instaurée par le coup d'État de 1980 les a désignés comme cible prioritaire. Elle a plus touché les forces de gauche que celles de droite.

I. Le contexte historique

L'émergence de l'université comme lieu de contestation et de mobilisation collective

- 7 Dès la fondation de la République de Turquie en 1923, les kémalistes assignent à l'enseignement supérieur la fonction importante de formation des élites étatiques qui ont pour devoir de poursuivre les réformes kémalistes (Kazamias 1966). En 1933, la fermeture du Darülfünun¹ et sa transformation en l'université d'Istanbul, la première université de Turquie, s'inscrit dans cette volonté de faire de l'université le vecteur principal au service de la modernisation et de l'occidentalisation du pays. Les raisons invoquées par les kémalistes pour justifier l'abolition du Darülfünun sont, d'une part, son manque d'engagement dans la défense des principes kémalistes sous-tendant la

création de la République et, d'autre part, son insuffisance à développer et promouvoir un enseignement scientifique moderne (Arslan 2004 : 116). Parallèlement à la réforme de l'éducation supérieure, un rôle capital est attribué à la jeunesse turque éduquée qui est d'incarner l'idéologie du nationalisme turc et de protéger les valeurs de la République (Okçabol 2007). Au sein de l'université, l'association Nationale des Étudiants Turcs (MTTB, *Milli Türk Talebe Birliği*), établie en 1924 et très liée au pouvoir étatique, est très active pour inciter les étudiants à soutenir les politiques du gouvernement kémaliste. Par conséquent, de 1923 à 1946, l'université devient progressivement le lieu de la politisation des étudiants universitaires sous la propagande idéologique de l'État.

- 8 Dans la seconde moitié des années 1950, cette politisation du milieu universitaire s'accroît en prenant la forme d'un conflit entre le gouvernement conservateur du parti démocrate (DP, *Demokrat Parti*) d'Adnan Menderes, arrivé au pouvoir suite à l'organisation des premières élections libres en 1946, et l'institution universitaire. En effet, à la fin des années 1950, les étudiants universitaires, fortement attachés aux principes kémalistes (Abadan 1963) et soutenus par une grande partie de leurs professeurs ainsi que par le parti Républicain du Peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*), se mobilisent pour dénoncer les politiques « réactionnaires » du DP et combattre les mesures autoritaires introduites par celui-ci dans le but de surveiller étroitement l'université et de limiter sérieusement le droit d'expression du corps professoral (Arslan 2004 : 213-313). Devenant l'objet de la répression policière dirigée par le DP, les étudiants appellent l'armée turque à intervenir afin de renverser le gouvernement d'Adnan Menderes. Celle-ci répond à cet appel en réalisant le coup d'État du 27 mai 1960 qui se traduit par le renversement du DP (Mutlu Ulus 2011).
- 9 Le coup d'État de 1960 donne naissance à la constitution libérale de 1961 qui permet en Turquie le développement des libertés individuelles et l'élargissement des droits politiques, économiques et sociaux. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, la nouvelle constitution renforce l'autonomie académique et administrative de l'université. Dans le domaine politique, elle reconnaît des garanties explicites aux libertés de pensée, d'expression et d'association permettant l'ouverture du système politique. *“The liberal constitution of 1960 allowed more room for the expression of alternative political views, and a legal party emerged on the left for the first time.”* (Neyzi 2001 : 418). Par conséquent, elle exerce un effet important sur la diversification de l'offre idéologique qui a comme conséquence la libre diffusion des idées de gauche.
- 10 En peu de temps, c'est-à-dire déjà à partir du début des années 1960, les universités turques commencent à devenir le lieu de la contestation estudiantine. Dans la première moitié des années 1960, les revendications des étudiants sont avant tout de nature académique. Ils réclament une amélioration de leurs conditions d'étude qu'ils jugent précaires. Par exemple, ils se mobilisent, via l'organisation de manifestations, de boycotts, de sit-in, pour demander une augmentation des effectifs (plus de professeurs) et un développement rapide des infrastructures universitaires (plus de dortoirs, de salles de cours, de laboratoires de recherche, de bibliothèques, etc.). La Turquie, pays en voie de développement et en pleine croissance démographique, a de la peine à satisfaire les besoins de sa population jeune en matière de demande d'éducation supérieure. En effet, le nombre d'étudiants qui est de 20 000 en 1945 passe à 65 000 en 1960. De plus, le système universitaire, plutôt élitiste jusqu'aux années 1950, se démocratise en s'ouvrant aux étudiants issus des classes sociales inférieures provenant pour la plupart des zones rurales du pays (Landau 1997 : 4). Dans le courant de la

seconde moitié des années 1960, sous l'influence d'un contexte international très mouvementé (la guerre du Vietnam, Mai 68, etc.), les revendications académiques prennent la forme de demandes politiques radicales.

- 11 La Fédération des clubs d'opinion (FKF, *Fikir Kulüpleri Federasyonu*), créée en 1965 par des représentants d'étudiants universitaires proches du parti du Travail de Turquie (TIP, *Türkiye İşçi Partisi*), joue un rôle important à la fois dans la socialisation politique des étudiants aux idées de gauche et dans la transformation du milieu universitaire en un site de mobilisation et de contestation de l'ordre établi (Feyizoğlu 2004). Les grandes figures de l'extrême gauche telles que Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan, Hüseyin Inan, Mahir Çayan, Ibrahim Kaypakkaya passent par le FKF. Sous l'effet conjugué de facteurs externes (les mouvements de guérilla en Amérique du Sud) et internes (les politiques répressives du parti de la Justice, AP, *Adalet Partisi*), les jeunes militants universitaires, membres du FKF, insatisfaits par la vision parlementariste et réformiste du TIP, décident de fonder leur propre organisation en créant la Fédération des associations de la jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç, *Devrimci Gençlik Dernekleri Federasyonu*), une organisation de jeunesse prônant la lutte armée, à savoir une forme de guérilla urbaine (Aydinoğlu 2011 : 243-249). De ce fait, le mouvement étudiant se radicalise politiquement pour devenir une contestation antisystème et anti-impérialiste (Landau 1974 : 29-44). Face à la montée de la jeunesse révolutionnaire, le Parti d'Action Nationaliste (MHP- *Milliyetçi Halk Partisi*) de Türkeş, un parti nationaliste fortement anti-communiste et anti-séparatiste, s'organise par le biais de ses Foyers de l'idéal (*Ülkü Ocakları*), un réseau d'associations de jeunesse très actif dans les provinces anatoliennes, pour mettre en place des camps de commando afin de former des milices anti-communistes (Uysal 2012). Ainsi débute une escalade de la violence opposant dans une lutte armée l'extrême gauche à l'extrême droite.
- 12 Le cycle de protestation et de mobilisation des années 1960, donnant notamment lieu à des affrontements violents entre groupements extrémistes au sein des universités turques, est interrompu provisoirement par le coup d'État de 1971 pendant une période d'environ trois ans correspondant à la durée de l'état de siège (1971-1973). Ce coup d'État, assumé par la présidence de l'état-major, consiste en un mémorandum adressé par les militaires, sous la forme d'un ultimatum, au gouvernement de l'AP de Süleyman Demirel qui le contraint à abandonner le pouvoir. Le régime militaire a comme priorité de rétablir l'ordre dans les universités turques devenues le lieu d'une forte agitation politique. Autrement dit, il cherche à démobiliser le milieu universitaire. Le mémorandum militaire du 17 mars 1971 provoque, à l'inverse du coup d'État de 1960, la fermeture du système politique sous l'effet d'une série d'amendements constitutionnels visant à remettre en cause les acquis de la « révolution » du 27 mai 1960. De ce fait, le coup d'État de 1971 est suivi par la modification de la loi sur l'enseignement supérieur entraînant une limitation de l'autonomie des universités et leur assujettissement au contrôle étatique. Cependant, avec la fin de l'état de siège en 1973 et le retour à la vie parlementaire, la répression s'atténue, offrant de nouveau la possibilité aux mouvements étudiants de gauche de se réorganiser et de continuer leur lutte. Le cycle de mobilisation des années 1960-1970, qui a été provisoirement stoppé par le coup d'État de 1971, reprend après 1974 en s'intensifiant ; il devient un mouvement de masse vers la fin des années 1970. Une dynamique similaire à celle de la fin des années 1960 se met en place et se caractérise par des oppositions violentes entre les organisations d'extrême gauche et les forces d'extrême droite. Comme auparavant, les universités

turques se trouvent au cœur des affrontements et des mobilisations en servant de base de recrutement et de lieu de politisation.

« Dans l'université turque des années 1970, la politisation, quelles que soient ses formes, dépend moins des socialisations familiales que des contextes rencontrés par les individus et des modes de vie dans l'institution. » (Gourisse 2011 : 53).

Le coup d'État de 1980 et l'instauration du YÖK

- 13 Le coup d'État de 1980 met brutalement un terme au cycle de mobilisation, de contestation et de politisation des années 1960-70. Les militaires justifient et légitiment le coup d'État, c'est-à-dire leur arrivée au pouvoir, au nom de la sauvegarde de la nation et de la démocratie (Mutlu Ulus : 2011). Ce coup d'État, clairement de droite, est dirigé par la hiérarchie militaire sous la direction de Kenan Evren, chef de l'état-major. Sur le banc des accusés figurent en priorité la gauche, l'extrême gauche et les universités qui sont tenues responsables d'avoir précipité le pays dans le chaos et l'anarchie. Par conséquent, la dictature militaire exerce une répression brutale contre les forces de gauche (syndicalistes, intellectuels, artistes, enseignants, leaders de groupes étudiants, militants de base, etc.). Pendant l'état d'urgence qui dure trois ans, des milliers de personnes sont arrêtées, torturées et dans certains cas condamnées à l'exil (Duclert 2010). Selon Ergün Aydınoğlu, le coup d'État du 12 septembre 1980, s'inscrivant dans la continuité du mémorandum de 1971, avait comme objectif explicite à la fois de supprimer les acquis de la « révolution » du 27 mai 1960 et de faire disparaître les mouvements de gauche (Aydinoğlu 2011 : 470).
- 14 Cette oppression massive n'épargne pas non plus les universités. En effet, en 1981, en réformant la loi sur l'enseignement supérieur et en réinstaurant le YÖK, les généraux mettent un terme à l'autonomie administrative et scientifique de l'université. La création du YÖK ne date pas de 1981. Il a été fondé pour la première fois en 1973 suite au coup d'État du 12 mars 1971 (Timur 2000 : 293). Déjà à ce moment, les artisans du coup d'État, en établissant le YÖK, voulaient mettre fin à l'autonomie des universités avec l'introduction de la loi n° 1750 sur l'enseignement supérieur. Ils pensaient qu'il fallait à tout prix restaurer l'ordre dans les universités, servant de quartier général aux mouvements d'extrême gauche, en les soumettant strictement au contrôle de l'État. Ils échouèrent dans leur tentative puisque l'université d'Ankara et le parti Républicain du Peuple (CHP – *Cumhuriyetçi Halk Partisi*) réussirent en 1975 à faire annuler la loi devant la cour constitutionnelle (Timur 2000 : 293). De ce fait, le YÖK continua d'exister comme une institution avant tout symbolique dont la mission se résumait à établir la coordination entre les universités.
- 15 En réactivant le YÖK et en le dotant de grands pouvoirs et prérogatives dans le domaine de l'enseignement supérieur, le coup d'État de 1980 a finalisé ce que le précédent n'avait pas réussi à faire. Le YÖK, en tant qu'institution étatique centralisatrice et anti-démocratique, a le devoir de veiller à l'application de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, connue sous le nom de loi n° 2547 (Hatiboğlu 1997 : 36-37). Tous les membres du YÖK sont choisis par un ensemble d'instances que sont le Président de la République de Turquie, le gouvernement, le ministre de l'éducation, le chef de l'armée et l'organisation interuniversitaire. A son tour, le YÖK nomme les recteurs, les doyens et les professeurs. Par conséquent, les universités ne sont plus en mesure d'élire leurs propres représentants. C'est la logique de la nomination qui prévaut totalement sur celle de l'élection (Şimşek : 2006).

- 16 En outre, le YÖK, pour remplir ses tâches relatives à l'organisation de l'enseignement supérieur, dispose du soutien de trois organisations qui lui sont rattachées : le Comité de Surveillance de l'Enseignement Supérieur (YDK-Yükseköğretim Denetleme Kurulu), le Centre de Sélection et de Placement des Étudiants (ÖSYM-Öğrenci Seçme ve Yerleştirme Merkezi) et l'Organisation Interuniversitaire (ÜAK-Üniversiteler Arası Kurul) (Hatiboğlu 2000 : 286-289). Le YDK représente un véritable mécanisme de répression qui a comme mission de surveiller les universités, c'est-à-dire les activités du corps enseignant et des étudiants, de rédiger des rapports et si besoin de mener des enquêtes sur les professeurs et étudiants jugés dissidents. Les représentants du YDK siègent dans la direction de l'université et collaborent étroitement avec la police.
- 17 Dès son instauration, le YÖK entreprend une répression physique et idéologique au sein des universités turques. Suite à l'application de la loi n° 1402 adoptée en 1983, plus d'un millier d'universitaires sont exclus de la fonction publique (Monceau 2007 : 201). D'un point de vue idéologique, même si le YÖK a toujours eu la prétention de « désidéologiser » ou « dépolitiser » les universités turques pour inciter les étudiants à se focaliser sur leurs études universitaires et non à s'engager dans des activités politiques militantes, il a favorisé notamment au sein de l'enseignement supérieur la propagation de la synthèse turco-islamique (Tufan et Vaner 1984 : 175-194).
- 18 Selon cette idéologie, il y aurait une prédisposition de la nation turque à embrasser l'Islam, à le développer et à le répandre. Après le coup d'État de 1980, d'abord la junte militaire et ensuite le parti de la Mère Patrie (ANAP-Ana Vatan Partisi) de Turgut Özal ont fait la promotion de la synthèse turco-islamique par le biais du ministère de l'éducation nationale en rendant obligatoire les cours de religion à l'école secondaire et en autorisant la réouverture des écoles coraniques (Imam-Hatipler). D'autres organismes étatiques tels que l'organisation de planification de l'État (DPT-Devlet Planlama Teşkilatı) ainsi que la Haute Fondation Atatürk pour la Culture, la Langue et l'Histoire (AKDTYK-Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu) ont également rempli une fonction importante dans la détermination et diffusion d'une « culture nationale » signifiant l'officialisation de la synthèse turco-islamique, qui ainsi est devenue une composante principale de la politique culturelle de l'État (Copeaux 1999 : 327-342). D'après certains auteurs, l'État turc s'est servi de la synthèse turco-islamique pour former des citoyens musulmans et conservateurs, réfractaires aux idées de gauche. Autrement dit, il aurait utilisé le nationalisme turc et l'islam pour stopper le développement des mouvements de gauche et d'extrême gauche.
- 19 Dans le domaine de l'éducation supérieure l'impact de la synthèse turco-islamique est visible dans le contenu de la loi sur l'enseignement supérieur. En effet, selon l'article 4 de cette loi, qui depuis a subi quelques révisions, la mission de l'enseignement supérieur consiste à former des étudiants attachés aux principes d'Atatürk, plus particulièrement au nationalisme kémaliste, ainsi qu'aux mœurs et coutumes de la nation turque. L'article en question démontre qu'il n'est pas seulement question d'une « dépolitisation », mais bien d'une repolitisation à droite (Kitapçı 2000 : 6).

II. Le YÖK et les mécanismes de la répression

- 20 Dans une perspective historique, après avoir expliqué pourquoi et comment l'université turque est devenue un site de politisation, de contestation et de mobilisation, nous voudrions à présent rentrer dans le cœur de notre sujet en

identifiant les mécanismes répressifs mis en place par les agents de la répression afin de mettre un terme aux mobilisations estudiantines. Pour cela, nous allons procéder à une variation de l'échelle d'analyse, en prenant en considération les aspects meso et micro de la répression. Au niveau microsociologique, nous nous intéresserons aux différentes formes de la répression (visible et/ou cachée, physique et/ou symbolique, directe et/ou indirecte, ponctuelle et/ou durable, continue et/ou discontinue, sélective et/ou indiscriminée, préventive et/ou réactive, etc.).

- 21 Les quatre anciens étudiants universitaires (Mehmet, Hasan, Alper et Erdal) interviewés présentent des similitudes quant à leur socialisation politique pré-universitaire. En effet, ils ont tous commencé leur engagement politique à gauche soit sous l'influence des membres de la famille et des amis, soit pendant l'école secondaire ou la période du lycée.
- 22 Mehmet est né et a grandi à Diyarbakır. Issu d'une famille de classe moyenne, avec un père commerçant et une mère femme au foyer, il a rapidement développé une conscience politique liée à la défense de la cause kurde et des classes sociales opprimées, qu'il situe au début de l'école secondaire.

« Déjà à l'école secondaire, on passait du temps avec nos grands frères qui étaient étudiants au lycée, qui nous invitaient à leur séminaire portant sur les questions de l'histoire du peuple kurde et du socialisme ».
- 23 Au lycée, Mehmet a poursuivi son engagement politique en rejoignant les Associations Culturelles Démocratiques et Révolutionnaires (DDKD- *Demokratik Devrimci Kültür Dernekleri*), légalement reconnues par l'État, dont les objectifs consistaient à lutter pour la liberté du peuple kurde, à s'engager pour la défense d'un enseignement libre et démocratique et à être solidaire avec les classes dominées et exploitées.
- 24 Hasan, né à Diyarbakır, provenant d'une famille pauvre avec un père paysan et une mère au foyer, a développé une sensibilité politique assez tôt qu'il devait en grande partie à son cousin plus âgé qui avait exercé sur lui une grande influence.

« Mon cousin faisait ses études à l'université d'Ankara. À chaque fois qu'il revenait au village, il m'apportait des livres sur les idées socialistes et communistes qu'il me conseillait de lire. Au fur et à mesure de mes lectures, j'ai commencé à développer une vision idéologique du monde. De plus, étant d'origine kurde, j'étais très sensible aux idées de gauche car elles prônaient aussi la liberté des peuples opprimés, notamment du peuple kurde. »
- 25 À l'inverse de Mehmet, Hasan n'est jamais devenu membre actif d'une organisation. Cependant, il a participé régulièrement aux activités de plusieurs organisations. Il a pris part à des manifestations, des boycotts, etc.
- 26 Alper est né à Ankara. Son père était enseignant au lycée et sa mère était femme au foyer. Il faisait partie de la classe moyenne. L'activisme politique a débuté pour lui pendant les années de lycée au sein d'un cercle d'amis.

« Au lycée, il y avait deux groupes, d'un côté les étudiants fascistes nationalistes et de l'autre nous, les étudiants communistes. On était souvent amené à se battre, parfois les bagarres pouvaient être assez violentes. J'ai rejoint les étudiants communistes parce que j'avais des amis qui étaient dans ce groupe. »
- 27 Erdal est né à Istanbul au sein d'une famille plutôt aisée. De père fonctionnaire et de mère enseignante, il a fait ses études secondaires au Robert College, une institution éducative privée où l'enseignement se faisait aussi en anglais. Il a débuté son

engagement politique au lycée en rejoignant un groupe d'amis qui participait à des séminaires sur l'histoire du socialisme et de la lutte des classes.

- 28 Par la suite, les quatre enquêtés ont poursuivi leur engagement politique à l'université dans un contexte très répressif caractérisé par la mainmise du YÖK sur les universités turques. Leur témoignage concerne les années 1980, plus précisément de 1982 à 1987.

L'interdiction de toutes les associations dans le cadre universitaire

- 29 L'une des premières mesures coercitives prises par le YÖK a été de mettre fin à la vie associative au sein des universités turques pour empêcher toute possibilité de mobilisation par l'intermédiaire de structures associatives. Le témoignage de Mehmet, étudiant à l'université de Diyarbakır de 1983 à 1987, illustre l'impact négatif que l'interdiction des associations a eu sur la mobilisation estudiantine.

« Après l'interdiction de notre association (DDKD), on ne disposait plus d'une structure organisationnelle. Dans ces conditions, il était très difficile de maintenir un réseau de résistance et de lutte. »

- 30 De même que Mehmet, Erdal, étudiant à la faculté d'économie de l'université du Bosphore d'Istanbul de 1982 à 1987, a appris du jour au lendemain la dissolution de leur association estudiantine par la direction de l'université.

« Je me souviens de ce jour comme si c'était hier. Alors que je me rendais à l'université comme d'habitude, je me suis fait aborder par un camarade qui m'a appris la fermeture de notre association. Bien évidemment, on était tous déçus de perdre notre association, mais pas nécessairement surpris. »

- 31 Suite à la disparition de leur association et conscients de l'importance de disposer d'une structure organisationnelle pour maintenir la mobilisation et continuer le combat politique, Erdal et quelques-uns de ses amis engagés ont tenté de fonder illégalement une association qui n'a jamais vu le jour.

« Pendant deux ans, de 1983 à 1984, avec certains de mes camarades, on a essayé de créer illégalement au sein de l'université une organisation d'étudiants pour continuer la lutte politique et dénoncer la nature anti-démocratique du YÖK. Mais à chaque fois nos tentatives de rassemblement ont échoué du fait essentiellement de la peur des étudiants à s'engager. »

- 32 L'interdiction de s'associer ne s'est pas limitée seulement aux étudiants, elle a frappé aussi les professeurs. Le professeur Burhan şenatalar, qui enseignait à la faculté des sciences politiques de l'université d'Istanbul au moment de la fondation du YÖK en 1981, a assisté impuissant à la disparition de leur association.

« Toutes les associations ont été interdites. L'association de tous les enseignants (TÜMÖD-Tüm Öğretim Elemanları Derneği) dont je faisais partie a subi le même sort. Malgré notre opposition à la fermeture de notre association, nous n'avons rien pu faire. »

- 33 L'interdiction des associations a rendu certes plus difficile la mobilisation collective des étudiants universitaires ainsi que des professeurs dans l'espace universitaire. Néanmoins, à elle seule, elle ne peut pas expliquer la démobilisation collective du milieu universitaire. Pour pouvoir saisir dans sa totalité et sa complexité la répression du YÖK, il est nécessaire de passer à une analyse microsociologique des méthodes répressives.

Les différentes formes de la répression

- 34 Afin de mesurer l'effet de la répression sur le milieu universitaire, il est important tout d'abord de prendre en considération les multiples formes de la répression. Ici, nous soutenons l'hypothèse selon laquelle le YÖK a contribué de manière significative à démobiliser et dépolitiser les universités turques parce qu'il a réussi à combiner plusieurs types de répression.
- 35 Dans un premier temps, il a exercé une répression directe, visible, physique et sélective. Selon les propos de Mehmet, c'est principalement la brutalité de la violence et la disproportionnalité des peines qui caractérisent le YÖK.
- « On ne pouvait plus se rassembler pour dénoncer quoi que ce soit. La moindre action ou protestation était réprimée très sévèrement. Par exemple, la participation à une manifestation pacifique anti-YÖK pouvait être sanctionnée par plusieurs années de prison. »
- 36 Le témoignage de Hasan va dans le même sens que celui de Mehmet.
- « Il y avait une présence permanente de la police au sein de l'université, on était régulièrement fouillés par les policiers avant de pénétrer dans l'enceinte universitaire. »
- 37 D'après Erdal, cette répression a aussi fortement touché l'institution universitaire.
- « Aussitôt après l'établissement du YÖK, on n'a plus revu certains de nos professeurs qui ont été expulsés de l'université. Ces expulsions que l'on percevait comme injustes, nous avaient profondément marqués. De plus, la direction de l'université a également été modifiée en profondeur. Un nouveau recteur et un nouveau doyen ont été nommés. Ils avaient comme particularité d'être des nationalistes conservateurs fortement anti-communistes. Après leur nomination, il y a eu des changements à tous les échelons de la direction. Tout le cadre administratif de l'université a été renouvelé. »
- 38 Les récits des trois professeurs interviewés, Burhan Şenatalar, Mete Tuncay et Zafer Toprak, soulignent l'aspect sélectif de la répression. Selon Burhan Şenatalar :
- « Prioritairement, les professeurs et étudiants soupçonnés de défendre des idées communistes ou d'appartenir à des organisations d'extrême gauche ont été exclus de l'université. Avec la mise en application de la loi n° 1402, une centaine de professeurs ont été radiés des universités turques. »
- 39 Mete Tuncay, enseignant à la faculté des sciences politiques à l'université d'Ankara au moment de l'établissement du YÖK, a été exclu de l'université avec quinze autres professeurs en 1983 suite à l'application de la loi n° 1402. Cette faculté a toujours été au cœur des contestations et soulèvements étudiants. La plupart des grands leaders des mouvements d'étudiants des années 1960 et 1970 ont étudié à la faculté des sciences politiques d'Ankara. Mete Tuncay insiste aussi sur la forme sélective de la répression.
- « L'université d'Ankara avait la réputation d'être dominée par les étudiants de gauche. Par conséquent, le YÖK a procédé à un nettoyage de fond pour exclure de l'université les étudiants gauchistes. En premier lieu, toutes les associations ont été fermées. Deuxièmement, les leaders de groupes d'étudiants ou les étudiants les plus actifs politiquement ont été arrêtés et emprisonnés. Troisièmement, les étudiants suspectés de sympathie pour les idées de gauche ont été expulsés de l'université. Par la suite, le YÖK a continué d'exercer un contrôle systématique sur l'université. La présence permanente de la police et des policiers en civil au sein de l'université rendait presque impossible toute forme de protestation ou de mobilisation collective de la part des étudiants. C'était un véritable climat de terreur contre lequel personne n'osait vraiment se révolter. »

- 40 Les dires de Zafer Toprak, professeur d'économie et d'histoire à l'université du Bosphore, sont plus ou moins similaires.

« Même si l'université du Bosphore, comparée aux universités d'ÖDTÜ et technique d'Istanbul et la faculté des sciences politiques d'Ankara, était plus tranquille concernant l'agitation estudiantine, il y a eu tout de même plusieurs arrestations d'étudiants. Leurs associations ou organisations ont été interdites. C'était très difficile pour ceux qui avaient échappé à la prison de continuer à se mobiliser à l'université. Il faut bien comprendre que la Turquie se trouvait sous un état de siège et qu'il fallait être soit très courageux ou soit totalement inconscient pour se lancer dans des actions de protestation dans l'enceinte universitaire. »

- 41 À côté de l'utilisation d'une répression directe, visible, physique et sélective, le YÖK a eu recours notamment à une violence cachée, symbolique, continue (durable) et préventive. D'après Hasan, le YÖK a rapidement cherché la cooptation de certains étudiants pour en faire des informateurs.

« Parfois on avait même du mal à faire confiance aux autres étudiants parce qu'on les soupçonnait d'être complices avec la direction de l'université et les policiers en civil. »

- 42 Selon Erdal, cette cooptation, qui visait aussi les professeurs, se faisait en échange de privilèges.

« La direction de l'université en échange de certains privilèges essayait d'acheter la coopération des enseignants et étudiants. En gros, elle voulait les transformer en espion ou en Yökçü (défenseurs du YÖK). Ces privilèges étaient l'obtention facile de postes ; une progression rapide dans la carrière académique. Il est évident que beaucoup de professeurs, d'assistants et d'étudiants ont cédé à la tentation ou, pour être plus juste, à l'activité corruptrice du YÖK. »

- 43 Le récit de Mehmet, ainsi que celui d'Erdal, mettent l'accent sur la présence permanente des policiers en civil au sein de l'enceinte universitaire au service du Comité de Surveillance de l'Enseignement Supérieur, le YDK.

Mehmet : « Ils (les policiers en civil) avaient le droit d'accéder librement aux dossiers des étudiants, ainsi ils étaient en mesure d'identifier les éléments « perturbateurs ». Même sur la base de soupçons sans qu'il y ait la moindre preuve, ils établissaient des rapports entraînant l'exclusion de l'université de certains étudiants. »

Erdal : « Lors d'une manifestation contre le YÖK, je me suis fait interpellé par des policiers en civil et ensuite j'ai dû passer devant le conseil de discipline de l'université qui n'était rien d'autre que le YDK. À ma grande surprise, je n'ai pas été sanctionné. En fait j'ai reçu ma sanction plus tard lorsque j'ai postulé pour un poste d'assistant que je n'ai pas réussi à obtenir. Le professeur qui était chargé de recruter pour ce poste m'a avoué qu'il ne pouvait pas m'engager à cause de mon dossier qui n'était pas vierge. »

- 44 D'après les informations fournies par Alper et Erdal, la violence symbolique du YÖK a été ressentie dans le domaine du programme et contenu des cours ainsi que dans celui de l'habillement.

Alper : « On n'était pas d'accord avec le contenu de certains cours qui relevaient plus de la propagande idéologique de l'État que de la transmission d'une connaissance scientifique objective. De plus, le nombre maximum d'examens prévu par jour par le règlement ne devait pas dépasser le nombre 2. Souvent, on s'est retrouvés à passer 4 examens dans la même journée. »

Erdal : « On a assisté notamment à un changement du programme des cours dans le domaine des sciences sociales. Les cours portant sur le développement économique

et le droit constitutionnel ont été supprimés pour être remplacés par des cours à forte consonance nationaliste. »

Alper : « On devait aussi faire attention à la façon de s'habiller car le YDK imposait des codes vestimentaires qu'il fallait absolument respecter. Par exemple, il était interdit de porter des longs manteaux qui avant le coup d'État étaient un symbole d'appartenance à la gauche. Les hommes ne pouvaient pas se laisser pousser la barbe qui autrefois était un signe distinctif des étudiants de gauche et d'extrême gauche. J'ai dû passer une fois devant le comité de discipline de l'université, à savoir le YDK, parce que j'avais soi-disant une barbe trop longue. »

- 45 Nous pouvons aussi inclure, parmi les éléments caractérisant la violence symbolique, l'interdiction de certains livres. En effet, selon le professeur Burhan Şenatalar, le YÖK a imposé au corps professoral des restrictions concernant la liberté académique.

« Nous avons reçu une liste de livres interdits que nous ne devons pas faire lire. »

- 46 Le facteur générationnel mentionné par le professeur Burhan Şenatalar met bien en évidence la dimension à la fois continue, à savoir durable, et préventive de la répression.

« Il est évident qu'avec le coup d'État de 1980 et l'établissement du YÖK, la génération d'étudiants de la fin des années 1970 et du début des années 1980, qui était politiquement très engagée, a été démobilisée par l'action des politiques répressives visant à arrêter et à exclure des universités les leaders des mouvements étudiants et à empêcher au sein de celles-ci toute forme de mobilisation collective. L'application de ces politiques dans la durée le YÖK a fortement contribué à l'apparition d'une génération d'étudiants qui, ayant commencé l'université dans la seconde moitié des années 1980, était en grande partie apolitique ou dépolitisée. »

- 47 Autrement dit, selon les paroles du professeur Burhan Şenatalar, le YÖK a eu un effet décisif sur la démobilisation des étudiants universitaires en éliminant la génération politisée à gauche et en la remplaçant par une génération « apolitique ».

III. Les effets de la répression et la démobilisation collective

Une répression différenciée selon l'université

- 48 Selon les propos recueillis, la répression du YÖK ne s'est pas exercée de façon identique sur toutes les universités turques. Les établissements de l'enseignement supérieur les plus touchés par la contestation estudiantine, l'agitation politique et les affrontements entre les groupes extrémistes, ont été très sévèrement réprimés. Un point qui est bien souligné par Zafer Toprak.

« À ma connaissance, la majorité des étudiants de l'université du Bosphore ne semblaient pas être impliqués dans les activités protestataires et militantes. Ceux qui étaient très actifs politiquement représentaient une minorité parmi les étudiants de l'université. Ils devaient sans doute avoir des affiliations avec le parti Communiste de Turquie (TKP, Türkiye Komünist Partisi) et le parti du Travail de Turquie (TİP, Türkiye İşçi Partisi). Par contre, les organisations d'extrême gauche telles que le parti et front de libération du peuple de Turquie (THKP-C, Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi) ou l'armée de libération du peuple de Turquie (THKO, Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu) prônant la lutte armée n'étaient pas influentes au sein de l'université du Bosphore. Par conséquent, l'université du Bosphore en comparaison aux universités d'ÖDTÜ, İTÜ (Université technique d'Istanbul) ou de la

faculté des sciences politiques d'Ankara, a subi une répression de moindre ampleur. »

- 49 Par contre, la répression a frappé de manière plus ou moins égale étudiants et professeurs. En effet, le YÖK n'a pas fait de différence entre les deux groupes en exerçant la répression. En outre, avec l'application de la loi n° 1402 dans le domaine de l'enseignement supérieur, des milliers d'enseignants ont été exclus de la fonction publique, de sorte qu'ils ont été obligés de suspendre ou de mettre un terme à leur carrière professionnelle (Özen 2002).

Les effets immédiats de la répression sur les étudiants

- 50 Les mécanismes répressifs décrits ci-dessus ont eu un impact important sur les étudiants. Face à l'ampleur et la brutalité de la violence, ils ont développé un sentiment de peur et d'impuissance qui se manifeste dans les propos de Mehmet et Hasan.

Mehmet : « Les étudiants n'osaient plus participer à des activités de protestation par peur de la répression et des conséquences qui pouvaient en suivre. »

Hasan : « On ne pouvait plus se mobiliser dans l'espace universitaire à cause des lourdes sanctions imposées par le YÖK. On risquait à la fois le renvoi définitif de l'université et la prison. Honnêtement, malgré notre courage et notre détermination, on n'était pas prêts à assumer un tel risque. »

- 51 D'après les paroles de Mehmet et Hasan, avec la mise en place du YÖK et l'application des méthodes répressives dans l'enceinte universitaire, les coûts de l'engagement deviennent très élevés pour les étudiants qui sont obligés de renoncer à entreprendre des actions de mobilisation par peur des lourdes conséquences.
- 52 Le climat de terreur instauré par le YÖK a limité sérieusement les possibilités d'engagement et de mobilisation des étudiants dans l'espace universitaire. Cependant, les étudiants les plus actifs n'ont pas pour autant baissé les bras, ils ont été amenés à adapter leur répertoire d'action aux contraintes imposées par le contexte répressif. Nous étudierons le changement du répertoire d'action en adoptant l'approche interactionniste proposé par Hélène Combes et Olivier Fillieule.

« Selon nous, la compréhension des mécanismes au cœur des épisodes répressifs doit en passer, dans une perspective attentive aux logiques de l'interaction, par une attention aux performances des agents de la répression comme des protestataires, aux conditions de leur adoption, de leurs transformations et de leur extension. »
(Combes et Fillieule 2011 : 1066)

Le changement du répertoire d'action

- 53 Face aux méthodes répressives employées par le YÖK, les étudiants militants ont été contraints de modifier leur répertoire d'action. Craignant les lourdes sanctions du YÖK, ils ont opté pour des actions plus discrètes au sein du campus universitaire.

Mehmet : « Au sein de l'université, on se limitait à quelques actions de boycott. On avait une fois boycotté le prix élevé et la mauvaise qualité de la nourriture à la cafétéria de l'université. Ce boycott, certes timide, représentait pour nous une manière de maintenir une forme de mobilisation à l'intérieur de l'université. »

- 54 Ils ont investi aussi les structures apolitiques afin de développer des réseaux qui pourraient leur servir plus tard.

Hasan : « À cause de la surveillance étroite de l'université, il n'était pas question d'organiser des activités politiques et militantes dans le campus. On se limitait à organiser des activités culturelles et sportives. »

Alper : « Étant donné que l'université faisait l'objet d'une surveillance accrue de la part de l'État via le YÖK, on était obligé de réduire considérablement nos activités au sein de l'espace universitaire. Dans le campus, on mettait l'accent sur les activités culturelles et sportives telles que les cours de danse, les pièces de théâtre, les matchs de foot pour continuer à conserver un réseau d'étudiants engagés. »

55 L'effacement de toute contestation ouverte au sein de l'université par crainte de la répression et l'adoption de modes d'action moins visibles ne signifient pas pour autant la fin de l'activisme militant. Il s'agit plutôt d'une période de mise en sommeil pendant laquelle les étudiants engagés préfèrent investir des structures apolitiques à la fois pour ne pas courir le risque d'être touché par la répression et pour développer par le biais de celles-ci un réseau. Dans un contexte futur plus favorable à l'engagement et à la protestation, ce dernier pourrait alors être réactivé afin de relancer la contestation dans l'espace universitaire.

56 Parallèlement, à cette mise en sommeil, on constate l'abandon de l'espace universitaire en tant que lieu de mobilisation et un basculement des activités politiques dans la clandestinité.

Mehmet : « Mais redoutant la répression, on menait surtout nos activités politiques de façon cachée en dehors de l'espace universitaire. On organisait des réunions chez des amis pour lire des livres interdits et écouter de la musique en kurde. Dans le contexte répressif des années 1980, ces actes signifiaient pour nous un moyen de maintenir un réseau de résistance. »

Hasan : « On préférait se réunir dans les cafés et les parcs pour discuter de politique. Au début, on se voyait chez les uns et les autres, mais comme on vivait tous avec nos familles, on devait faire attention à ne pas se faire remarquer par les parents qui ne voyaient pas le militantisme d'un bon œil. »

57 Sous la contrainte de la répression exercée par les agents répressifs (la direction de l'université, le YDK, les policiers en uniforme ou en civil), les militants protestataires (les étudiants universitaires) ont été obligés de changer leur répertoire d'action pour s'adapter au contexte répressif. Au plus fort de la répression (1982-1985), ne pouvant plus mener des activités politiques et militantes à l'intérieur du campus, ils (les étudiants engagés) ont dû se retirer de l'université en optant pour la clandestinité ainsi que pour des modes d'action très discrets (se réunir chez des amis, lire des livres interdits, écouter de la musique prohibée), sans aucune visibilité dans l'espace public. Par conséquent, progressivement, l'université a cessé d'être un site de mobilisation. Par la suite, à partir de 1986, avec le recul relatif de la répression et le rétablissement du droit d'association, ils ont essayé d'utiliser le tissu associatif afin d'y développer des activités politiques et de relancer ainsi la mobilisation estudiantine. Leurs efforts n'ont pas donné de résultat du fait de la surveillance encore forte dont les associations étaient l'objet par le YÖK et de la difficulté à mobiliser une nouvelle génération d'étudiants de plus en plus apolitique, par conséquent peu attirée par un engagement politique et militant.

Conclusion

58 Dans notre analyse de l'effet des mécanismes répressifs sur la démobilisation collective du milieu universitaire, nous avons procédé par une variation des échelles

d'observation aux niveaux macro, meso et microsociologique. Une articulation entre ces différents niveaux nous a permis d'établir un lien entre les diverses formes de la répression et le changement du répertoire d'action, conçu dans une logique d'interaction entre les agents répressifs et les militants. La mise en relation des formes multiples de la répression avec la modification du répertoire d'action nous a démontré non seulement l'efficacité des méthodes répressives du YÖK, mais aussi l'impact indéniable de celles-ci sur la démobilisation du milieu universitaire.

- 59 En effet, suite à l'établissement du YÖK, les étudiants ont été de moins en moins en mesure d'organiser des activités contestataires dans les campus. L'étroite collaboration entre la direction de l'université et la police (présence permanente des policiers en civil dans l'enceinte universitaire) a rendu la mobilisation des étudiants très difficile. En outre, les sanctions pénales très lourdes imposées par le YÖK ont dissuadé un grand nombre d'étudiants à s'engager politiquement.
- 60 En dépit de la permanence et de la dureté de la répression, les étudiants que nous avons interviewés ne sont pas entrés dans un processus de désengagement individuel. Ils ont tous continué à lutter en adaptant leur répertoire d'action aux contraintes du milieu répressif. Néanmoins, ne constituant plus qu'un petit groupe d'amis proches, sans structure organisationnelle, ils ont dû de plus en plus désinvestir le milieu universitaire pour mener leur activisme politique dans la clandestinité en dehors de l'université. La poursuite de leur carrière militante ne remet pas en cause la réalité de la démobilisation collective de l'espace universitaire. Leur témoignage nous montre de façon évidente qu'ils ont été parmi les derniers résistants, très limités en nombre et peu présents à l'université en tant qu'activistes ou militants. De plus, leur récit nous prouve à quel point les méthodes répressives du YÖK ont été efficaces. Les éléments tels que l'impossibilité de mobiliser les autres étudiants, l'abandon de l'espace universitaire en tant qu'espace de contestation et de lutte et le basculement dans une forme de clandestinité où l'activisme se résumait avant tout à écouter de la musique et à lire des livres prohibés, sont des révélateurs du déclin de la mobilisation collective ou du début de la démobilisation collective au sein de l'université.
- 61 Si le YÖK a exercé une influence importante sur la démobilisation collective du milieu étudiant universitaire, c'est parce qu'il a réussi à combiner des formes différentes de la répression : directe, sélective, cachée, symbolique, continue, donc durable, et préventive. Néanmoins, dans une vision à plus long terme, il va de soi que la répression (la violence) ne peut pas être envisagée comme le seul facteur explicatif de la démobilisation collective des étudiants universitaires en Turquie. D'autres facteurs tels que le déclin des idéologies de gauche au niveau mondial, l'imposition de réformes éducatives introduisant une concurrence exacerbée entre les étudiants (Crossley 2008), l'individualisation progressive de la société et des modes de vie, ont bien entendu contribué à la longue à la démobilisation des campus turcs.

BIBLIOGRAPHIE

- Arslan, Ali (2004) *Kısır Döngü, Türkiye'de Üniversite ve Siyaset*, İstanbul, Truva.
- Aydinoğlu, Ergün (2011) *Türkiye Solu (1960-1980)*, İstanbul, Versus Yayınları.
- Brockett, Charles (2005) *Political Movements and Violence in Central America*, New-York, Cambridge University Press.
- Davenport, Christian, Johnston, Hank, et Mueller Carol (dir.) (2005) *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Della Porta, Donatella (1995) *Social Movements, Political Violence, and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Dorronsoro, Gilles (dir.) (2005) *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions.
- Duclert, Vincent (2010) *L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ?*, Paris, Armand Colin.
- Feyizoğlu, Turhan (2004) *FKF, Fikir Kulüpleri Federasyonu. Demokrasi Mücadelesinde Sosyalist Bir Öğrenci Hareketi*, İstanbul, Ozan Yayıncılık.
- Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (2006) *Police et manifestants : maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Sciences Po.
- Fillieule, Olivier, (dir.) (2005) *Le désengagement militant*, Paris, Editions Belin.
- Hatiboğlu, Tahir (2000) *Türkiye Üniversite Tarihi*, Ankara, Selvi.
- Hatiboğlu, Tahir (1997) *Yaşanan Üniversite ve Sorunları*, Ankara, TÜMOD.
- Kazamias, Andreas (1966) *Education and the quest for modernity in Turkey*, Chicago, University of Chicago Press.
- Kitapçı, Altan (2000) *Yükseköğretim Mevzuatı*, İstanbul, Yayılım.
- Landau, Jacob (1974) *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, E. J. Brill.
- Mc Adam, Doug (1999) *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press.
- Monceau, Nicolas (2007) *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Paris, Editions Dalloz.
- Mutlu Ulus, Özgür (2011) *The Army and the Radical Left in Turkey*, New York, I.B. TAURIS.
- Okçabol, Rıfat (2007) *Yükseköğretim sistemimiz*, Ankara, Ütopya.
- Özen, Haldun (2002) *Entelektüelin Dramı*, Ankara, İmge Kitapevi.
- Şimşek, Şaban (2006) *Kırmızı çizgi YÖK*, Ankara, Nobel Yayın Dağıtım.
- Timur, Taner (2000) *Toplumsal Değişme ve Üniversiteler*, Ankara, İmge Kitapevi.
- Tilly, Charles (1978) *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company.
- Tilly, Charles et Tarrow, Sidney (2007) *Contentious Politics*, Colorado, Paradigm Publishers.

Articles

Abadan, Nermin (1963) « Values and Political Behavior of Turkish Youth » in *The Turkish Yearbook of International Relations* 1963 IV, Ankara, Institute of International Relations Faculty of Political Science University of Ankara. URL: http://www.politics.ankara.edu.tr/dergi/tybook/4/values_and_political_behavior_of_turkish_youth.pdf

Combes, Hélène et Fillieule, Olivier (2011) « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61 (6), pp. 1047-107. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.616.1047>

Copeaux, Étienne (1999) « “La nation turque est musulmane “ : Histoire, islam et nationalisme en Turquie », Groc Gérard (dir.), *Formes nouvelles de l'Islam en Turquie. Les Annales de l'autre islam*, n°6, Inalco-Erism, Paris, pp. 327-342. URL: http://www.susam-sokak.fr/pages/_La_nation_turque_est_musulmane_1999-7938918.html

Crossley, Nick (2008) « Social networks and student activism : on the politicising effect of campus connections », in *The Sociological Review*, 56 :1, Blackwell Publishing, Oxford, pp. 18-38. URI: <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-954X.2008.00775.x>

Gourisse, Benjamin (2011) « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980) », in *Critique Internationale*, vol 50, n°1, pp. 39-53. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/cii.050.0039>

Fillieule, Olivier (2010) « Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement » in *Social Movements Studies*, vol 9, n°1, pp. 1-15. URI: <http://dx.doi.org/10.1080/14742830903442436>

Landau, Jacob (1997) « Arab and Turkish Universities : Some Characteristics », in *Middle Eastern Studies*, vol. 33, n°1, pp. 1-19 URL: <http://www.jstor.org/stable/4283844>

Neyzi, Leyla (2001) « Object or Subject? The Paradox of “Youth” in Turkey » in *International Journal of Middle East Studies*, n°33, pp. 411-432. URL: <http://www.jstor.org/stable/259458>

Opp, K.D, Roehl, W (1990) « Repression, Micromobilization, and Political Protest », in *Social Forces*, 69 (2), pp. 521-547. URL: <http://www.jstor.org/stable/2579672>

Tufan, Hülya et Vaner, Semih (1984) « L'armée, la société, et le nouvel ordre (a)politique (1980-1983) », *Les temps modernes*, pp. 175-194.

Uysal, Ayşen, “Importation du Mouvement 68 en Turquie, Circulations des idées et des pratiques” dans http://www.storicamente.org/07_dossier/68-en-turquie

NOTES

1. Une école supérieure signifiant “la maison des sciences” qui est considérée comme l'équivalent d'une université de par sa structure et son fonctionnement. Elle disposait de trois facultés : la faculté de philosophie et des lettres, la faculté de droit et la faculté des sciences et des mathématiques. Fermée et ouverte à plusieurs reprises entre 1863 et 1923, elle a eu une existence plus stable à partir de cette dernière date jusqu'à 1932.

RÉSUMÉS

The aim of this article is to study the effect of repression on the demobilization of the academic milieu in Turkey in the dictatorial context of the 1980s. Based on interviews, it highlights the key role played by the Council of the Higher education (Yüksek Öğretim Kurulu-YÖK) in the demobilization of students' protest movements within universities. By articulating the three levels of analysis (macro-meso-micro) and by adopting an interactionist approach, our article demonstrates how the various forms of repression implemented by the repressive agents have constrained the engaged students to modify their repertoire of action. This shift in the mode of action that means the adoption of the less visible activities and the move of militancy into underground, has resulted in the withdrawal of student's protest outside the university and the demobilization of Turkish campuses.

INDEX

Mots-clés : protestations estudiantines, coup d'État de 1980, YÖK, mécanismes de la répression, démobilisation des universités

Keywords : students protest, YÖK, mechanisms of repression, demobilization of universities, 1980 military coup

AUTEUR

MURAT YILMAZ

Doctorant à l'Institut de hautes études internationales et du Développement, Genève